

Mes premiers ministres de Claude Morin, Montréal, Éditions du Boréal, 1992, 634 p.

Michel Lemieux

Numéro 21, hiver 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040719ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040719ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, M. (1992). Compte rendu de [*Mes premiers ministres* de Claude Morin, Montréal, Éditions du Boréal, 1992, 634 p.] *Politique*, (21), 167–169.
<https://doi.org/10.7202/040719ar>

Mes premiers ministres

de Claude Morin, Montréal, Éditions du Boréal, 1992, 634 p.

De 1960 à 1981, Claude Morin occupa des postes stratégiques dans les divers gouvernements successifs du Québec et, de ces observatoires variés, il nous livre, avec le recul nécessaire, des mémoires sentis, où l'on retrouve un peu de la rigueur documentaire de ses précédents ouvrages, mais tempérée par l'anecdote et le jugement personnel.

La période du gouvernement de Jean Lesage est sûrement la plus documentée et la plus passionnante du volume, à la fois par le niveau d'implication de Claude Morin et par l'éloignement dans le temps, qui permet des jugements plus englobants.

Alors professeur à l'université Laval, Claude Morin fut appelé comme rédacteur des discours de Jean Lesage. Progressivement, sa fonction se mua en conseiller politique, puis en celle de sous-ministre fondateur du nouveau ministère des Affaires intergouvernementales. À travers ces postes, il participa activement aux comités qui accouchèrent de plusieurs réalisations majeures de ces années-là, dont la Caisse de dépôts (on apprend pratiquement tout des arcanes de l'enfantement de ce grand-œuvre majeur du gouvernement Lesage). On le sent au fil du texte, il participa de plus loin à d'autres dossiers centraux de l'époque, comme la nationalisation de l'électricité ou la réforme scolaire.

Cette période nous vaut quelques lignes d'un vade-mecum du parfait conseiller politique fort amusant : quoi dire, comment, à qui et quand. La fonction exige une faculté d'adaptation peu commune, une compétence à toute épreuve et une capacité de fonctionner en temps réel qui ne se dément

pas : on voit aussi que les relations dialectiques entre «conseilleur» et «conseillé» tiennent beaucoup de celles du maître et de l'esclave...

Comme rédacteur de discours, on demeure étonné de la marge de manœuvre qu'on lui laissait : de ce poste de propagandiste — et avec d'autres, bien sûr — il contribuait à dessiner les contours de la Révolution tranquille, et, par le fait même, à créer cet effet psychologique et rhétorique chez les ministres et les intellectuels du temps qui finit par s'appeler la Révolution tranquille. Morin se sent en parfaite affinité avec son patron — pour qui il affiche une admiration massive — avec le programme du Parti libéral, avec les ministres clés du Gouvernement et avec l'époque. En ce sens, cette période et ces parties importantes de ses mémoires apparaissent comme un âge d'or politique et personnel.

En 1966, c'est la défaite du Parti libéral. Morin voulut retourner à l'enseignement, mais Lesage lui demanda de demeurer à son poste pour assurer la continuité de l'État du Québec (avec les Parizeau, Tremblay, Bolduc et autres). Avec Daniel Johnson, après les ajustements inévitables, le courant finit par passer : malgré son auréole de libéral, Morin continua à assurer la coordination des relations extérieures du Québec, une main sur le livre de Johnson, *Égalité ou indépendance*, et l'autre sur le vieux fond autonomiste de l'Union nationale; sur le plan anecdotique, on retiendra que Johnson affichait une simplicité humaine déroutante, une grande chaleur de contact et un culte des horaires irréguliers.

Avec son successeur, Jean-Jacques Bertrand, le climat change : pour ce fédéraliste inconditionnel, Morin est suspect de «crypto-souverainisme», et, au fil des pages, on sent que ses dossiers se rétrécissent et se cantonnent aux seules conférences fédérales-provinciales. Tout en reconnaissant les qualités de transparence et l'allant administratif de Bertrand, il n'œuvre visiblement plus au centre du pouvoir.

De ce point de vue, ces chapitres reflètent mal l'évolution du Québec effervescent de ce temps : ceux et celles qui ont moins de 35 ans doivent se référer à une autre source pour saisir l'évolution de l'actualité, entrevoir le choc de la loi 63, l'action du FLQ ou la montée du mouvement souverainiste. *La poudrière linguistique*, de Pierre Godin,

serait, à mon sens, le guide privilégié de ces chapitres. Bien sûr, Morin n'avait pas l'ambition de refléter l'histoire politique du Québec de ces années, mais, par rapport au régime Lesage, le décalage important dans l'ampleur des survols d'époques entre Lesage et Bertrand crée une sorte de déséquilibre.

Sous Robert Bourassa, tout dérape : il conserve son poste de sous-ministre mais est mis à l'écart, car on le soupçonne de souverainisme souterrain. Il est court-circuité et, à l'occasion de la Conférence de Victoria, il n'est plus au parfum des stratégies du premier ministre. Il n'a d'autre choix que de démissionner. Ces chapitres changent de ton : avec sévérité, Morin tente de démonter la mécanique cérébrale de Robert Bourassa, ses tergiversations élevées au rang de haute stratégie, son obsession de la sacro-sainte marge de manœuvre; l'auteur tente une succulente classification des méandres stratégiques du premier ministre, laquelle, surtout personnellement, ne manque pas de piquant.

Vint l'époque péquiste de Claude Morin. Il raconte les détails de son adhésion raisonnée au Parti québécois (et, à l'époque, la modestie de Morin mué en politicien de terrain m'avait frappé). Il trace un intéressant historique de l'introduction de l'idée du référendum dans le Parti québécois et raconte comment, au pouvoir, la stratégie référendaire fut enclenchée. La partie référendaire exceptée, cette finale du livre devient un peu décousue, anecdotique, sur fond d'une forte admiration pour l'homme qu'est Lévesque, ses capacités intellectuelles autant que sa faculté d'imprévisibilité. Les futurs biographes de Lévesque y glaneront quelques détails historiques de première main.

Au total, un livre référence par son volume, par le terrain couvert, par la prééminence de l'observatoire de l'auteur; au passif, la contrainte habituelle des mémoires : une subjectivité prédominante mais pas toujours évidente; en effet, lorsqu'on se fait l'historien de sa propre action, on résiste mal à la tentation de réduire le relief des événements qui furent hors de notre champ d'action.

Michel Lemieux
Directeur de l'IQOP